



Discours de la présidente Debi Daviau – AGA 2020

Quelle année, mes ami(e)s, quelle année!

Mais sans surprise, vous n'avez pas hésité. Vous avez été là pour les Canadiens et les Canadiennes. L'entraide et la solidarité sont nos valeurs, et c'est ce qui nous fait agir comme nous le faisons. Dès le début de la pandémie, vous, mes ami(e)s et collègues membres de l'Institut, avez réagi sans réserve pour répondre aux besoins de la population.

Ensemble, nous avons mis en place des systèmes permettant aux Canadiens et Canadiennes d'obtenir rapidement l'argent dont ils avaient tant besoin. Nous avons aidé des milliers de gens coincés à l'étranger à rentrer au pays. Des laboratoires ont été transformés pour fabriquer du désinfectant pour les mains. Nous avons fait des miracles pour fournir de l'équipement de protection individuelle à ceux qui en avaient besoin. Nous avons mis au point l'infrastructure technique qu'il fallait pour que nos collègues du secteur public poursuivent leur travail depuis leur domicile. Nos professionnels de la santé ont affronté la pandémie en première ligne. Nos scientifiques ont réorienté leurs recherches pour y trouver un remède.

Je suis vraiment fière et impressionnée de vous tous, comme employés de la fonction publique et membres de l'Institut.

Et c'est donc dans ces circonstances exceptionnelles que nous tenons aujourd'hui notre toute première assemblée générale annuelle virtuelle.

L'AGA, c'est le cœur battant de notre organisation. Et si je suis bien sûr déçue de ne pas vous voir en personne, je suis heureuse de vous retrouver sur cette plate-forme numérique. C'est là un autre moyen que nous avons pris pour nous adapter à notre nouvelle réalité. À cet égard, nous avons d'ailleurs foncé sans hésiter, et je vous en félicite tous, ainsi que notre excellente équipe du personnel.

Au tout début de la pandémie, nous avons réagi rapidement pour que de nombreux membres soient immédiatement renvoyés chez eux, et nous avons fait pression pour protéger la santé des membres dont la présence sur les lieux de travail était nécessaire.

Nous avons annulé, reprogrammé et mis en ligne nos réunions syndicales les plus importantes. Et nous n'avons jamais cessé de tenir nos membres informés de nos moindres faits et gestes.

Notre équipe a participé à des réunions quotidiennes avec le gouvernement fédéral et d'autres employeurs afin de répondre aux défis que pose le passage au télétravail. Nos agents des relations du travail n'ont rien ménagé pour aider les membres à surmonter leurs difficultés.

Nous avons tenu des assemblées téléphoniques pour tous les groupes afin de discuter de la COVID-19 et des lieux de travail. Les participants ont ainsi obtenu réponse à leurs questions sur la santé, la prévention des risques et d'autres sujets liés à la pandémie.

Nous nous sommes battus pour que les fonctionnaires fédéraux puissent recourir au code de congé 699 en raison d'obstacles technologiques ou d'autres motifs. Et nous continuons à nous battre pour le maintien de cette pratique — et pour leur permettre de prendre soin d'enfants, de membres de la famille malades ou d'eux-mêmes. Nous savons que la crise sanitaire a forcé de nombreuses femmes à quitter le marché du travail. C'est inacceptable et nous ne tolérerons rien de la sorte pour nos membres!

Plus que jamais, les Canadiens et les Canadiennes ont besoin d'un service public fort!

Certains diront que le plan de relance donnant suite à la pandémie devra comporter des mesures d'austérité. À ce jour, ces voix sont nettement minoritaires, car d'autres voix de partout au pays s'élèvent pour demander aux gouvernements que personne ne soit laissé pour compte.

Nous avons déjà commencé à lutter contre les mesures d'austérité qui portent atteinte aux emplois de nos membres. Nous sommes prêts à livrer ce combat et nous savons que tout n'est pas encore joué.

Nous avons lutté pour que les membres du groupe de l'Association des ingénieurs du gouvernement du Manitoba n'aient pas à subir de coupes en raison de la pandémie. Et nous continuons à faire pression sur le gouvernement fédéral pour qu'il accorde un financement d'urgence à NAV Canada en soutien à nos membres qui pourraient y perdre leur emploi. Nous devons assurer le maintien en poste des professionnels du contrôle aérien afin de conserver les compétences et l'expérience nécessaires à la sécurité des vols.

Nous ne reculerons devant rien pour protéger nos membres contre toute mesure d'austérité attribuable à la pandémie. Et nous demanderons à chacun d'entre vous de faire sa part si cette menace s'intensifie.

Nous envisageons des jours meilleurs et travaillons avec de nombreux employeurs pour veiller à ce que les plans de retour au travail soient sans danger pour la santé des travailleurs et des travailleuses. Lorsqu'il sera temps pour beaucoup d'entre nous de retourner au bureau, nous verrons à ce que cela ne se fasse que de la manière la plus sûre possible. Comme nos membres continuent d'accomplir du travail de la plus haute qualité,

nous ne voyons pas pourquoi nous devrions précipiter un retour ou prendre des risques inutiles.

Pour nos membres de la fonction publique fédérale que cela concerne, nous faisons tout en notre pouvoir pour empêcher la transformation des lieux de travail en bureaux à aire ouverte. Nous avons remis en question ce changement de conception des bureaux et soulevé la question des risques sanitaires qui y sont associés avant même la pandémie. Rien ne justifie maintenant les risques supplémentaires auxquels nos membres seraient exposés dans ce type d'espace de travail.

Nous continuerons à nous serrer les coudes, pour nous et pour tout le monde au Canada.

Je tiens à vous remercier tous. Vous, les membres de l'Institut, de chaque groupe, de chaque région, de partout au pays. Je suis renversée par votre dévouement et votre engagement.

Je veux aussi remercier ceux et celles qui assument un rôle d'élu(e) dans notre syndicat. Chaque membre du Conseil d'administration ou d'un exécutif d'organisme constituant, d'une équipe de consultation et d'une d'équipe de négociation, et chaque délégué(e) syndical(e).

Et vous, nos militants et nos militantes : merci! Les membres qui ont participé à des webinaires, à des formations et qui ont contribué à rendre nos campagnes si efficaces : merci à vous aussi! Vous êtes l'énergie et le dévouement dont notre syndicat a besoin. Dans l'année qui s'en vient, nous vous demanderons de redoubler d'efforts pour que notre influence s'exerce dans toutes les sphères décisionnelles.

Merci à notre personnel qui veille à ce que nos décisions, nos directives et nos objectifs deviennent réalité. Votre passion et votre engagement envers l'Institut et le mouvement syndical canadien sont essentiels à notre succès. Merci!

Ce sont nos efforts communs qui donnent à notre syndicat toute sa grandeur.

C'est pourquoi, même en temps de crise mondiale, nos efforts de négociation se sont poursuivis avec succès.

À l'Agence canadienne d'inspection des aliments, nos groupes ACIA-IN, S&A et VM ont travaillé d'arrache-pied et ont tous ratifié de nouvelles conventions collectives.

Les Professionnels des TI de l'Université d'Ottawa ont quant à eux ratifié une entente de principe en octobre. Au début de l'année, nos membres du groupe Régie des hôpitaux du Yukon ont multiplié les efforts pour parvenir eux aussi à un accord avec leur employeur.

Les membres des groupes Autorités sanitaires des Premières Nations de la C.-B. et Radiothérapeutes de Sunnybrook et de Juravinski sont en cours de négociation afin d'obtenir des conventions collectives équitables.

Négocier dans le climat actuel n'est pas chose facile et c'est pourquoi j'applaudis particulièrement ces équipes de négociation.

Nos collègues du groupe CS poursuivent leur lutte pour conclure une entente juste et équitable face à un employeur difficile. Sachez que vous avez tout notre appui et toute notre solidarité — et que vous pouvez compter sur toute la détermination et la force de notre syndicat.

Bien que le système de paye Phénix fasse un peu moins les manchettes, les défis qu'il représente toujours restent au premier plan des préoccupations et des efforts de l'Institut.

Il est vrai que le développement et les essais de ProGen ont été quelque peu retardés par la pandémie, car des ressources ont été mobilisées pour y répondre. Mais nous continuons à faire pression pour que les progrès soient plus rapides. Nous le répétons et continuerons à le répéter jusqu'à ce que Phénix et les lourds problèmes qu'il a causés soient choses du passé : chaque employé de l'État mérite d'être payé à temps et au bon montant, et mérite d'être entendu! — Et nous nous assurerons que cela soit réalité!

À cette fin, nous participons à un projet pilote de six mois dont la phase de planification vient d'être lancée. Un ministère pilote a été désigné et on y mettra en œuvre — et à l'essai — une solution de rechange viable à Phénix!

Par ailleurs, nous avons tout mis en œuvre cette année pour tenir Phénix loin de nos membres civils de la GRC et nos efforts ont été récompensés : Jean-Yves Duclos, président du Conseil du Trésor, en consultation avec Bill Blair, ministre de la Sécurité publique, a recommandé de ne pas procéder à la conversion, qui était prévue le 21 mai 2020. Tant que l'intégration des membres civils est repoussée, ceux-ci resteront à l'écart du désastreux système de paye.

Nous savons que les problèmes liés à Phénix sont résolus plus rapidement que par le passé. Nous savons aussi que cela est dû au fait que le gouvernement fédéral a consacré les ressources nécessaires pour que le travail soit fait. Nous restons vigilants, car si le gouvernement devait se raviser et réduire ces ressources, ce sont nos membres qui en subiraient directement les contrecoups.

L'équipe de soutien Phénix de l'Institut continue à donner de l'aide individuelle aux membres qui sont confrontés à des erreurs de paye nouvelles ou de longue date.

Nous continuons à faire entendre notre voix collective pour influencer le paysage politique national. Nous faisons pression plus que jamais pour mettre fin à la sous-traitance, pour garantir l'équité fiscale et pour défendre la science publique.

En janvier de cette année, nous avons publié un rapport important, intitulé « Le coût réel de la sous-traitance », qui révèle qu'entre 2011 et 2018, le gouvernement fédéral a dépensé 11,9 milliards de dollars en sous-traitance — 11,9 milliards de dollars : c'est plus que les budgets de cinq ministères et organismes réunis! (Si vous ne l'avez pas encore fait, je vous invite à lire notre rapport sur notre site Web. Je crois que vous serez stupéfaits par toute l'ampleur du gaspillage des ressources gouvernementales.)

Nous continuons à utiliser tous les moyens disponibles pour lutter contre la sous-traitance. Entre autres, nous travaillons sans relâche avec nos membres sur des milliers de griefs pour contester la sous-traitance, et protéger nos membres ainsi que les Canadiens et les Canadiennes contre cette pratique coûteuse.

L'Institut participe toujours à l'initiative sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéficiaires de l'OCDE pour mettre fin à l'évasion fiscale. Nous nous battons pour mettre fin aux pratiques de propriété bénéficiaire en poussant le gouvernement fédéral à créer un registre public des informations sur la propriété bénéficiaire des entreprises. Le discours du Trône fédéral s'est montré prometteur sur le plan de l'équité fiscale — signe que notre collaboration avec des organisations partenaires comme *Canadiens pour une fiscalité équitable* porte ses fruits.

Nous sommes heureux d'apprendre que le gouvernement du Canada a reconduit le mandat de Mona Nemer, sa conseillère scientifique en chef — poste qui a vu le jour grâce à nos efforts collectifs.

Notre Comité consultatif des sciences travaille avec diligence à défendre la science publique au Canada et à rétablir le financement des ministères à vocation scientifique.

L'initiative *Les femmes en science* de l'IPFPC poursuit son excellent travail sur l'équité et l'inclusion au travail. Une nouvelle trousse contenant des informations et des ressources sur la manière d'améliorer l'équité et l'inclusion au travail devrait bientôt être disponible.

Grâce au leadership des membres noirs de l'IPFPC, le travail sur l'équité et l'inclusion est au premier plan dans notre syndicat.

En mai 2020, des policiers américains tuent George Floyd, ce qui a donné lieu à des protestations mondiales en appui au mouvement *Black Lives Matter*. Une reconnaissance similaire du racisme anti-Noir au Canada s'en est suivie. Le regain d'intérêt pour cette question a encouragé les organisations à lutter de manière proactive contre le racisme anti-Noir.

Notre Conseil d'administration a voté unanimement en faveur de la création du Caucus noir de l'Institut. Celui-ci dirige et met en place des stratégies contre le racisme anti-Noir à l'Institut et dans vos lieux de travail. Le Caucus a rapidement fait sa marque avec la présentation d'un webinaire marquant sur le racisme anti-Noir et sur la manière dont le mouvement syndical peut se mobiliser.

Le Conseil d'administration de l'Institut a ensuite voté en faveur de la création de cinq caucus d'équité qui travailleront collectivement à la réalisation des objectifs généraux du Comité des droits de la personne et de la diversité : le Caucus des Autochtones, le Caucus des personnes handicapées, le Caucus des travailleurs et des travailleuses de couleur, le Caucus LGBTQ2S+ et le Caucus des femmes.

C'est l'engagement des membres des groupes en quête d'équité qui a abouti à cette grande réalisation. Et j'ai hâte de travailler avec ces leaders à garantir que tout le monde a sa place dans notre syndicat et dans chaque lieu de travail que nous représentons.

La suprématie blanche, le sexisme, l'homophobie, le capacitisme et toutes les formes d'oppression systémique existent dans notre société, et notre syndicat n'y échappe pas. Le changement est incontournable, mais il dépend aussi de l'engagement de chacun d'entre nous au service de la justice. Je remercie du fond du cœur les membres qui ont pris et mené ces initiatives.

Comme toujours, ce sont nos membres qui guident ce que nous faisons, dans tous les domaines.

Dans notre dernier sondage auprès des membres, vous nous avez dit que vous vous inquiétiez pour vos pensions. Nous avons donc lancé une nouvelle campagne sur la protection de vos pensions.

Des milliers de membres de tous les groupes ont participé à notre première série de webinaires intitulée « Comprendre son régime de pension ». Le but était de vous donner l'information nécessaire pour comprendre le régime de retraite de votre groupe et pour vous préparer à toute attaque politique qui pourrait être dirigée contre votre pension. C'est là le premier pas pour garantir la sécurité de la retraite pour tout le monde.

Afin d'être toujours prêts à défendre vos pensions, nous avons créé un comité consultatif sur la pension, composé de membres représentant différents régimes.

Les négociations entourant le nouveau Programme de soutien au mieux-être des employés se poursuivent, malgré le ralentissement causé par le détournement de ressources pour répondre à la pandémie.

Les pourparlers en cours avec le Conseil du Trésor présentent quelques difficultés, mais nous mettons tout en œuvre pour arriver à de bons résultats. Nous vous tiendrons au courant de la situation dans les mois à venir.

Chers délégué(e)s, cette année qui s'achève a été marquée par beaucoup d'imprévus et de défis.

Vous avez accompli de l'excellent travail pour les Canadiens et les Canadiennes. Et nous avons été solidaires en tant que syndicat. Encore une fois, je vous en félicite. C'est tout à votre honneur.

Nous nous serrerons les coudes pour relever les défis de la pandémie et de la reprise qui s'ensuivra. Nous nous serrerons les coudes pour remplacer Phénix. Nous nous serrerons les coudes pour négocier des conventions collectives justes et équitables. Et Nous nous serrerons les coudes encore et encore pour que notre pays reçoive les services publics qu'il mérite.

Quel que soit le défi, ensemble, nous le relèverons!

Nous sommes là pour les Canadiens et les Canadiennes. Nous sommes là pour vous! Nous sommes là pour le bien commun!